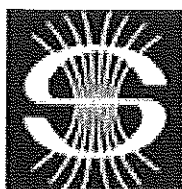


MALTERIES FRANCO-BELGES

Société Anonyme au capital de 15.123.000 €
Quai du Général Sarrail - 10400 NOGENT SUR SEINE
552 121 816 RCS TROYES

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL AU 31/12/2011

EXERCICE 30 JUIN 2012



GROUPE SOUFFLET

MALTERIES FRANCO-BELGES

Société Anonyme au capital de 15.123.000 €
Quai du Général Sarrail - 10400 NOGENT SUR SEINE
552 121 816 RCS TROYES

SOMMAIRE

Attestation du responsable du rapport financier semestriel	3
Rapport semestriel d'activité	4
Comptes consolidés semestriels	7
Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle.....	34

MALTERIES FRANCO-BELGES
Société Anonyme au capital de 15.123.000 €
Quai du Général Sarrail - 10400 NOGENT SUR SEINE
552 121 816 RCS TROYES

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Christophe PASSELANDE
Président du Conseil d'Administration-Directeur Général

MALTERIES FRANCO-BELGES

**Société Anonyme au capital de 15.123.000 €
Quai du Général Sarrail - 10400 NOGENT SUR SEINE
552 121 816 RCS TROYES**

RAPPORT D'ACTIVITE AU 31/12/2011

I – ACTIVITE DE MFB

La production du 1^{er} semestre de l'exercice 2011/2012, en hausse de 1 % par rapport à la même période de l'exercice précédent, correspond à l'utilisation à pleine capacité des 4 sites. En revanche, les livraisons, en deçà de la production du semestre, enregistrent un recul de 4 % par rapport à l'exercice dernier, mais restent supérieures aux prévisions budgétaires. Le coût unitaire des orges de la récolte 2010 nettement supérieur à celui de la récolte 2009 entraîne une hausse importante du coût des matières premières sur le semestre qui, bien qu'en partie répercutée dans les prix de vente, impacte la marge brute qui diminue par rapport à l'exercice dernier qui était cependant exceptionnellement élevée.

Au titre du 1^{er} semestre, MFB a enregistré un chiffre d'affaires social de 43,3 M€. Son résultat d'exploitation ressort déficitaire de (0,2) M€ contre un résultat, l'année précédente, positif de 3,7 M€ et son résultat net social, tenant compte de versement de dividendes, ressort positif à 6,8 M€ contre 2,2 M€ au 31/12/2010.

II – CONSOLIDATION

Le périmètre international du Groupe MFB comprend la société COMPAGNIE INTERNATIONALE DE MALTERIES-CIM détenue à hauteur de 47,71 % et ses filiales.

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe MFB ressort à 43,3 M€ et le résultat net, compte tenu de la mise en équivalence de la CIM et de ses filiales, est bénéficiaire de 0,9 M€ contre un résultat, au 31/12/2010, de 5,5 M€.

1 - Activité de la CIM et de ses filiales, intégrées par mise en équivalence

La production de SLADOVNY SOUFFLET CESKA REPUBLIKA-SSCR a augmenté de 11 % par rapport au même semestre de l'exercice précédent, correspondant à un retour à pleine capacité de l'ensemble des sites. Les livraisons du semestre progressent, quant à elles, de 4 % par rapport au 1^{er} semestre de l'exercice 2010/2011. La contribution au chiffre d'affaires consolidé de SSCR dans le Groupe CIM s'élève à 53,1 M€ et sa contribution au résultat net total consolidé est positive de 3,4 M€ contre une contribution positive de 2,3 M€ au 31/12/2010.

La production de MALTERIE SOUFFLET SAINT PETERSBOURG-MSSP, soutenue par une demande accrue du marché russe, enregistre une hausse significative (+30%) par rapport à celle du 31/12/2010. Les ventes, supérieures à la production, sont en progression de 46 %, traduisant l'effort important réalisé pour la conquête de nouveaux clients russes. La contribution de MSSP au chiffre d'affaires consolidé dans le Groupe CIM ressort à 25,2 M€ pour le 1^{er} semestre de l'exercice et sa contribution positive au résultat net total consolidé représente 2,1 M€ contre une contribution négative de (0,5) M€ au 31/12/2010.

La production de SLODOWNIA SOUFFLET POLSKA a augmenté de 8 %, pour revenir à un niveau proche de la capacité du site. En revanche, les ventes enregistrent une baisse de 8 % par rapport au 2nd semestre 2010 en raison du décalage des enlèvements d'un des principaux clients, dont les livraisons seront assurées au cours du 2nd semestre de l'exercice en cours. La contribution de cette société au chiffre

d'affaires consolidé dans le Groupe CIM ressort au 31/12/2011 à 13,6 M€. Sa contribution au résultat net total consolidé ressort en perte de (0,7) M€ contre 1.7 M€ au 31/12/2010.

SLAVUTA, filiale ukrainienne, a enregistré une progression de sa production de 18 % par rapport à l'exercice précédent, sans toutefois retrouver l'utilisation à pleine capacité de son site. En revanche, les ventes sont inférieures à la production et ont diminué de 15 % par rapport au 31/12/2010 consécutivement à des retards d'enlèvement de deux clients importants. La contribution de SLAVUTA au chiffre d'affaires consolidé dans le Groupe CIM s'élève à 19,4 M€ et sa contribution au résultat net total consolidé est négative de (0,1) M€ comme l'année précédente.

La production de MALTERIE SOUFFLET KAZAKHSTAN-MSK a baissé sur le semestre de 21 % et les ventes sont en retrait de 43 % par rapport au 31/12/2010, dont les volumes avaient fortement augmenté l'année précédente. Ce semestre a enregistré une baisse de la demande sur le marché intérieur et l'Ouzbékistan, marché export traditionnel de MSK a, en raison de décisions politiques locales, rendu très difficiles les importations. La contribution de cette société au chiffre d'affaires consolidé dans le Groupe CIM s'élève à 8,9 M€ et sa contribution au résultat net total consolidé ressort à 0,2 M€ contre une contribution négative de (0.8) M€ 31/12/2010.

La filiale serbe MALTINEX a enregistré une baisse de sa production de 3 % sur ce 1^{er} semestre suite à un arrêt de son unité rendu nécessaire au cours de l'été pour réduire les stocks. Les ventes, supérieures à la production, augmentent de 9 %. La contribution de MALTINEX au chiffre d'affaires consolidé dans le Groupe CIM s'élève, pour le 1^{er} semestre de l'exercice, à 10 M€ et sa contribution au résultat net total consolidé est négative de (0,7) M€ contre une contribution positive de 0,1 M€ au 31/12/2010.

La production de SOUFFLET MALT ROMANIA a progressé de 16 % sur le semestre par rapport à l'exercice dernier, malgré un arrêt pendant l'été pour diminuer les stocks. Les livraisons sont supérieures à la production et en progression de 32 % par rapport au 1^{er} semestre 2010/2011. La contribution de cette filiale au chiffre d'affaires consolidé dans le Groupe CIM s'élève, pour cette période, à 19,7 M€ et sa contribution au résultat net total consolidé ressort déficitaire de (1,5) M€ contre une contribution positive de 3,4 M€ au 31/12/2010.

La filiale hongroise MALTERIE SOUFFLET MAGYARORSZAG accuse une baisse de sa production de 16 % sur ce semestre consécutive à un arrêt de sa malterie durant l'été corrélativement à la baisse de la demande. Les volumes de vente du semestre ont, quant à eux, diminué fortement (-28 %). En raison de la non compétitivité de l'unité de production hongroise, il a été décidé sa fermeture à effet de fin décembre, MALTERIE SOUFFLET MAGYARORSZAG ne conservant qu'une activité de collecte d'orge de brasserie destinée à fournir les pays limitrophes où le Groupe est présent. La contribution au chiffre d'affaires de cette société dans le Groupe CIM s'élève, pour cette période, à 2,9 M€ et sa contribution au résultat net total consolidé, impactée par des provisions pour restructuration liée à l'arrêt de la malterie à la fin du semestre, est négative de (0,2) M€ contre une contribution positive de 0.5 M€ au 31/12/2010.

MALTERIE SOUFFLET BULGARIE, société nouvellement créée n'a eu aucune activité au cours de ce semestre, la malterie de Pleven et le silo de Debar ayant été acquis en fin de semestre.

2 - Synthèse de la CIM et de ses filiales, avant intégration par mise en équivalence

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe CIM ressort à 153 M€ au 31/12/2011 contre 130,8 M€ au 31/12/2010. Le résultat opérationnel est 7,1 M€ contre 8,0 M€ au 31/12/2010 et le résultat net ressort bénéficiaire de 3,1 M€ contre un résultat bénéficiaire de 6.0 M€ au 31/12/2011.

III - PERSPECTIVES

En France, le carnet de commande actuel permet d'assurer la production sur les mois qui viennent. Les livraisons devraient rester soutenues jusqu'à la fin de l'été et le retard du 1^{er} semestre, être rattrapé. Le

cours de matières premières va se stabiliser permettant une amélioration progressive des marges brutes. L'objectif budgétaire devrait être atteint à la clôture de l'exercice 2011/2012, malgré le retard enregistré au 31/12/2011.

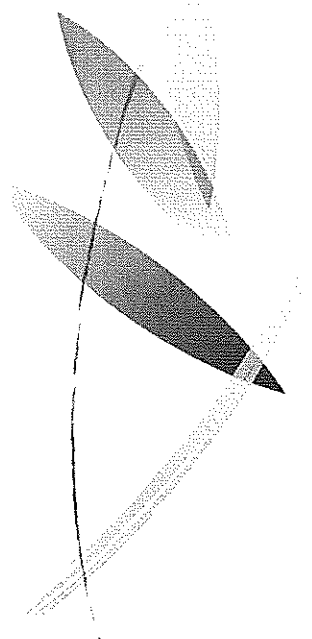
En Europe Centrale, la morosité des marchés de la bière pèse sur la demande de malt qui ne progresse plus. Malgré ce contexte, de nouvelles parts de marché devraient être gagnées et entraîner une augmentation des volumes de vente par rapport à l'exercice 2010/2011. Le retard accumulé sur ce semestre sera partiellement rattrapé et les objectifs budgétaires atteints ; les résultats devraient être proches de ceux enregistrés de l'année précédente.

Dans la zone C.E.I., la situation est plus contrastée. L'amélioration devrait se poursuivre en Russie où le carnet de commande est bien rempli pour le 2nd semestre. En Ukraine et au Kazakhstan, la situation est plus incertaine et dépendra nécessairement des conditions météorologiques du printemps qui influenceront fortement la demande. Globalement, les résultats attendus dans cette zone sont en progression par rapport à l'exercice 2010/2011 et l'exercice en cours devrait se terminer au dessus des objectifs budgétaires.

IV – EVENEMENTS POSTERIEURS A LA PERIODE

Aucun événement significatif n'est intervenu postérieurement au 31/12/2011.

COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDÉS
AU 31/12/2011



BILAN CONSOLIDE AU 31/12/2011

(en K€uros)	Notes	31/12/2011	31/12/2010	30/06/2011
ACTIF				
Immobilisations incorporelles	4	345	387	366
Immobilisations corporelles	5	28 004	27 444	28 512
Participation dans les entreprises associées	6	86 260	91 879	95 007
Actifs financiers non courants	7	5 620	6 461	5 620
Actifs non courants		120 229	126 171	129 505
Stocks et en-cours		14 926	11 858	13 928
Clients et autres débiteurs		2 765	5 609	3 154
Créances d'impôt		1 314	776	1 314
Autres actifs courants		1 159	6	1 013
Comptes courants - Actifs	8	431	0	0
Instruments de trésorerie - Actif	8	30	63	59
Trésorerie	8	250	458	91
Actifs courants		20 875	18 770	19 559
Actifs non courants et groupe d'actifs destinés à être cédés		0	0	0
TOTAL DE L'ACTIF		141 104	144 941	149 064
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES				
Capital		15 123	15 123	15 123
Réserves liées au capital		16 378	16 378	16 378
Réserves et résultat consolidés ⁽¹⁾		89 900	86 314	91 976
Gains et pertes directement comptabilisés en capitaux propres		(3 830)	(1 711)	(983)
Capitaux propres (Part du groupe)		117 571	116 104	122 494
Capitaux propres		117 571	116 104	122 494
Emprunts et dettes financières	8	224	449	214
Provisions pour retraites et engagements similaires	9	827	804	802
Autres provisions non courantes	9	920	1 239	970
Impôts différés	10	6 815	6 541	6 792
Autres passifs non courants		0	5	0
Passifs non courants		8 786	9 038	8 778
Emprunts et concours bancaires (part à -1 an)	8	338	334	421
Instruments de trésorerie - Passif	8	89	4	0
Comptes courants - Passif	8	0	10 879	3 780
Provisions (part à -1 an)	9	369	538	386
Fournisseurs et autres créditeurs		13 940	8 029	13 196
Autres passifs courants		11	15	9
Passifs courants		14 747	19 799	17 792
TOTAL DU PASSIF		23 533	28 837	26 570
TOTAL DU PASSIF ET DES CAPITAUX PROPRES		141 104	144 941	149 064
(1) dont résultat de l'exercice part du Groupe		927	5 517	11 178

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE AU 31/12/2011

<i>(en K€uros)</i>	Notes	31/12/2011	31/12/2010	30/06/2011
		(6 mois)	(6 mois)	(12 mois)
COMPTE DE RESULTAT				
Produits des activités ordinaires	11	43 300	42 317	91 139
Achats consommés		(37 766)	(31 320)	(63 247)
Charges externes		(4 170)	(5 209)	(9 528)
Charges de personnel		(2 327)	(2 173)	(4 406)
Impôts et taxes		(801)	(769)	(1 571)
Amortissements et dépréciation	14	(1 004)	(1 037)	(2 026)
Variation des stocks d'en-cours et produits finis		3 724	(185)	(937)
Autres produits et charges opérationnels courants	12	(1 192)	2 075	(964)
Résultat opérationnel courant		(236)	3 699	8 460
Résultat sur cession de participations consolidées		0	0	0
Autres produits et charges opérationnels non courants	13	63	(132)	15
Résultat opérationnel		(173)	3 567	8 475
Coût de l'endettement financier		(131)	(133)	(294)
Quote-part de résultat dans les entreprises associées	16	1 164	2 946	5 345
Autres produits financiers		238	496	721
Autres charges financières		(148)	(53)	(83)
Résultat avant impôt		950	6 823	14 164
Charge d'impôt	15	(23)	(1 306)	(2 986)
Résultat		927	5 517	11 178
Part du Groupe		927	5 517	11 178
Part des participations ne donnant pas le contrôle		0	0	0
Nombre de titres		495 984	495 984	495 984
Résultat Net par action en euro		1,9	11,1	22,5
Résultat Net dilué par action en euro		1,9	11,1	22,5

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE AU 31/12/2011

(en K€uros)	Notes	31/12/2011	31/12/2010	30/06/2011
		(6 mois)	(6 mois)	(12 mois)
TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE				
Résultat net de l'ensemble consolidé		927	5 517	11 178
Quote-part dans les résultats des entreprises associées		(1 164)	(2 946)	(5 345)
Dotation aux amortissements et provisions		989	1 182	1 751
Plus et moins values de cession		(88)	(13)	(14)
Dividendes nets reçus des entreprises associées		7 063		
Elimination des profits et pertes latents liés aux variations de juste valeur		116	(270)	(269)
Autres produits et charges sans incidence de trésorerie	17	(9)	(7)	
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier et impôt		7 834	3 463	7 301
Charge d'impôt (y compris impôts différés)		23	1 306	2 986
Coût de l'endettement financier		131	133	294
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier et impôt		7 988	4 902	10 581
Variation du BFR	18	144	3 208	8 745
Impôts versés			(4 942)	(6 910)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles (A)		8 132	3 168	12 416
Coût d'acquisition des titres	1			
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles		(500)	(885)	(2 983)
Variation des actifs financiers			(153)	
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles		88	13	73
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement (B)		(412)	(1 025)	(2 910)
Emission d'emprunts		21	69	71
Remboursement d'emprunts		(252)	(24)	(272)
Intérêts financiers nets versés		(133)	(128)	(599)
Intérêts encaissés		(153)		
Dividendes payés aux actionnaires du groupe		(2 994)	(4 735)	(4 754)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement (C)		(3 511)	(4 818)	(5 554)
Incidence de la var des taux de change (D)				
Incidence chgt de principes comptables (E)				
Variation de trésorerie (A)+(B)+(C)+(D)+(E)		4 209	(2 675)	3 952
Trésorerie d'ouverture	8	(3 856)	(7 808)	(7 808)
Trésorerie de clôture	8	353	(10 483)	(3 856)
Variation de trésorerie		4 209	(2 675)	3 952

ÉTAT DU RESULTAT GLOBAL 31/12/2011

(en K€uros)	Notes	31/12/2011	31/12/2010	30/06/2011
		(6 mois)	(6 mois)	(12 mois)
Résultat net		927	5 517	11 178
Écarts de conversion ⁽¹⁾		(2 847)	803	1 531
Résultat global de la période		(1 920)	6 320	12 709
	Dont part du groupe	(1 920)	6 320	12 709
	Dont part des participations ne donnant pas le contrôle	0	0	0

(1) Ecarts de conversion provenant uniquement de la quote part de variation de capitaux propres de la participation dans des entreprises associées qui n'ont pas été comptabilisés dans leur résultat.

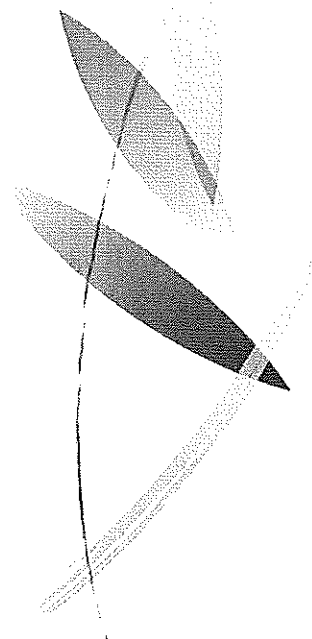
VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en K€uros)	Part du groupe						
	Capital	Réserves liées au capital	Réserves et résultats consolidés	Gains et pertes comptab. directement en capitaux propres	Capitaux propres - part du groupe	Capitaux propres - part des participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
Situation au 30 juin 2010	15 123	16 378	85 559	(2 514)	114 546		114 546
<i>Résultat net</i>			11 178		11 178		11 178
<i>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</i>				1 531	1 531		1 531
Total résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			11 178	1 531	12 709		12 709
Dividendes			(4 761)		(4 761)		(4 761)
Variation de périmètre							
Autres mouvements							
Situation au 30 juin 2011	15 123	16 378	91 976	(983)	122 494		122 494
<i>Résultat net</i>			927		927		927
<i>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</i>				(2 847)	(2 847)		(2 847)
Total résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				(2 847)	(1 920)		(1 920)
Dividendes			(3 001)		(3 001)		(3 001)
Variation de périmètre							
Autres mouvements			(2)		(2)		(2)
Situation au 31 décembre 2011	15 123	16 378	89 900	(3 830) ^(a)	117 571		117 571

(a) dont réserve de conversion (3 830) K€ relative à la quote-part de la réserve de conversion de la participation dans des entreprises associées

**ANNEXES
AUX COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDÉS**

AU 31/12/2011



SOMMAIRE



NOTE 1 – Périmètre de Consolidation	8
NOTE 2 – Evènements postérieurs à la clôture	9
NOTE 3 – Principes Comptables	9
NOTE 4 – Immobilisations incorporelles	15
NOTE 5 – Immobilisations corporelles	15
NOTE 6 – Participations dans les entreprises associées	16
NOTE 7 – Actifs financiers non courants	17
NOTE 8 – Emprunts, Dettes financières, Concours bancaires, Dette nette	18
NOTE 9 – Provisions	19
NOTE 10 – Actifs et Passifs d'impôts différés comptabilisés au bilan	19
NOTE 11 – Information sectorielle	20
NOTE 12 – Autres produits et charges opérationnels courants	21
NOTE 13 – Autres produits et charges opérationnels non courants	21
NOTE 14 – Amortissements et dépréciations	21
NOTE 15 – Impôts Sociétés	22
NOTE 16 – Quote-part de résultat dans les entreprises associées	23
NOTE 17 – Autres produits et charges sans incidence sur la trésorerie	23
NOTE 18 – Variation du Besoin de fonds de roulement	24
NOTE 19 – Transactions avec les parties liées	24
NOTE 20 – Dettes garanties par des sûretés réelles	24
NOTE 21 – Montant des engagements financiers	24
NOTE 22 – Gestion des risques	26
NOTE 23 – Honoraires des commissaires aux comptes	27

NOTE 1 – Périmètre de Consolidation

Société mère

	Siège social
MALTERIES FRANCO-BELGES (MFB)	Quai du Général Sarrail 10400 NOGENT SUR SEINE

Société consolidée selon la méthode de la mise en équivalence

	Siège social	% intérêt de MFB	% contrôle de MFB
COMPAGNIE INTERNATIONALE DE MALTERIES (CIM)	Quai du Général Sarrail 10400 NOGENT SUR SEINE	47.71	47.71

La société MFB consolide la CIM et ses filiales selon la méthode de mise en équivalence car elle y exerce une influence notable sans en posséder le contrôle.

Le principal actionnaire, Malteries Soufflet SAS, filiale des Etablissements J. SOUFFLET SA, détient 52,29 % du capital de la CIM au 31 décembre 2011.

Les pourcentages d'intérêt et de contrôle de MFB dans la CIM n'ont pas varié au cours de la période.

Les sociétés Malteries Franco-Belges et Compagnie Internationale de Malteries clôturent leur exercice au 30 juin 2012.

La mise en équivalence de la CIM et de ses filiales est faite à partir des comptes consolidés de la CIM au 31 décembre 2011 établis conformément au référentiel IFRS.

Cette méthode consiste à substituer, à la valeur comptable des titres de participation, le coût d'acquisition initial augmenté ou diminué de la quote-part du Groupe MFB dans les résultats non distribués de l'entreprise détenue après la date d'acquisition.

Filiales de la CIM

	Siège social	% contrôle de la CIM
MALTERIE SOUFFLET ST PETERSBOURG	194292 Saint Petersburg FEDERATION DE RUSSIE	69.97
SLODOWNIA SOUFFLET POLSKA	61285 Poznan POLOGNE	100.00
SOUFFLET MALTERIE ROUMANIE	120118 Buzau 1 ROUMANIE	100.00
MALTERIE SOUFFLET HONGRIE	8800 Nagykanisza HONGRIE	100.00
SLADOVNY SOUFFLET CR	796 26 Prostejov REPUBLIQUE TCHEQUE	100.00

	Siège social	% contrôle de la CIM
SOUFFLET MALTING KAZAKHSTAN	Tekeli KAZAKHSTAN	99.29
MALTINEX	21400 Backa Palanka SERBIE	100.00
SLAVUTA MALTING PLANT	30000 Slavuta UKRAINE	94.61
MALTERIE SOUFFLET BULGARIE	5800 Pleven BULGARIE	100.00

Au cours de la période, la Compagnie Internationale de Malteries a acquis 1,37 % des titres de Slavuta Malting Plant et est devenue actionnaire à 100 % d'une nouvelle société créée en Bulgarie au cours du 2^{ème} semestre 2011 dénommée Malterie Soufflet Bulgarie.

NOTE 2 – Evènements postérieurs à la clôture

NEANT

NOTE 3 – Principes Comptables

Malteries Franco-Belges est cotée sur le marché Euronext Paris – Compartiment C.

L'exercice social a une durée de 12 mois commençant le 1er juillet 2011 et finissant le 30 juin 2012. Les états financiers sont présentés en milliers d'Euros.

Les états financiers consolidés semestriels de MFB ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 27 février 2012.

Les états financiers sont établis conformément au référentiel IFRS publié par l'International Accounting Standards Board ("IASB") et tel qu'approuvé par l'Union européenne.

Les nouvelles normes, interprétations et amendements aux normes publiées, qui sont d'application obligatoire à compter des exercices ouverts à compter du 1er janvier 2011 ne trouvant pas à s'appliquer dans le Groupe, n'ont pas d'incidence sur les comptes consolidés du Groupe pour la période close au 31 décembre 2011.

La procédure annuelle d'amélioration des IFRS publiée en mai 2010, adoptée par l'Union européenne en février 2011, comprenant des amendements applicables à compter du 1er janvier 2011 n'a pas eu d'incidence significative sur les comptes du Groupe.

Le Groupe n'a appliqué par anticipation aucune des normes, amendements et interprétations publiés par l'IASB dont l'application n'est pas obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2011. Ces normes et amendements, non encore adoptées par l'Union européenne, ont une date d'entrée en vigueur fixée par l'IASB au 1er janvier 2013. Sur la base des premiers travaux effectués, ces nouveaux textes ne devraient avoir qu'un impact limité sur les comptes du Groupe.

BASE DE PREPARATION

Les états financiers ont été établis selon les conventions comptables générales des normes IFRS :

- image fidèle ;
- continuité d'exploitation ;
- méthode de la comptabilité d'engagement ;
- permanence de la présentation ;
- importance relative et regroupement ;
- non-compensation.

Pour l'établissement de ses états financiers, le Groupe doit procéder à des estimations et faire des hypothèses susceptibles d'affecter la valeur de ses éléments d'actif et de passif, ainsi que celle de ses produits et charges.

Ces éléments concernent à la fois les risques spécifiques au métier de malteur, ainsi que les risques plus généraux auxquels le Groupe est exposé et qui sont décrits en Note 22.

Ces estimations et hypothèses se fondent sur l'expérience passée, ainsi que sur l'ensemble des informations disponibles à la date de l'estimation, et considérées comme déterminantes au regard des circonstances étudiées.

La Direction revoit régulièrement ces éléments. Cependant, en raison des incertitudes inhérentes à tout processus d'évaluation, les résultats réels futurs sont susceptibles de différer sensiblement de ces estimations.

CONVERSION DES TRANSACTIONS EN MONNAIE ETRANGERE

Les transactions en devises étrangères sont converties au cours de change à la date de transaction. Les créances et les dettes libellées en monnaie étrangère sont converties au taux de clôture. Les pertes et profits en résultant sont portés au compte de résultat en pertes et gains de change.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Les instruments financiers utilisés sont limités aux produits suivants : achats et ventes à terme de devises, swaps de devises, achats et ventes d'options de change dans le cadre de la couverture du risque de change ; swaps de taux d'intérêts, achats et ventes de caps et de floors dans le cadre de la couverture du risque de taux.

Pour qu'un instrument financier puisse être éligible à la comptabilité de couverture, il est nécessaire de désigner et documenter cette relation de couverture et de démontrer son efficacité dès l'origine et de façon rétrospective tout au long de la vie de l'instrument.

Afin de ne pas alourdir les procédures administratives du Groupe et au regard des difficultés à documenter une relation de couverture entre ces instruments financiers avec les éléments couverts, le Groupe a décidé de traiter l'ensemble de ses opérations de couverture comme ne relevant pas d'une comptabilité de couverture et donc de comptabiliser en résultat financier la variation de la juste valeur de ces instruments financiers.

ACTIFS NON COURANTS

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles n'ayant pas fait l'objet de regroupement d'entreprise figurent au bilan à leur coût d'acquisition ou de production. Elles n'ont pas fait l'objet de réévaluation.

Les immobilisations incorporelles sont constituées par des logiciels informatiques, les immobilisations corporelles, à l'exception des terrains, sont amorties, selon l'approche par composant, sur leur durée d'utilisation estimée.

Les amortissements sont calculés selon la méthode linéaire, en fonction de ces durées d'utilisation :

- Logiciels : 3 à 15 ans
- Constructions : 10 à 50 ans
- Installations techniques, matériel et outillage : 10 à 30 ans
- Autres immobilisations corporelles : 4 à 25 ans

Conformément aux dispositions de la norme IAS 23 révisée, les coûts d'emprunt directement liés à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif éligible constituent un élément du coût de cet actif. Tous les autres coûts d'emprunt sont comptabilisés en charge. Un actif éligible est tout actif exigeant une période importante de mise en état pour l'usage prévu.

Les contrats de crédit-bail et autres contrats de location financement ayant pour objet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété des actifs sont classés en tant que contrats de location financement et l'actif loué est inscrit au bilan avec en contrepartie une dette initialement de même montant.

Autres actifs financiers

Les participations non consolidées figurent au bilan en "Autres actifs non courants" pour leur coût d'acquisition éventuellement déprécié lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au prix d'acquisition.

Dépréciation des actifs

La production de malt est l'activité unique de la société MALTERIES FRANCO-BELGES ; MALTERIES FRANCO-BELGES ne peut, par conséquent, être décomposée en UGT.

Les immobilisations corporelles et incorporelles ayant une durée d'utilité déterminée font l'objet de tests de dépréciation dès lors qu'il existe des indices objectifs de pertes de valeur.

Dans le cas où il en ressort un risque de perte de valeur d'un actif, sa valeur recouvrable est estimée. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la valeur d'utilité et la juste valeur diminuée des coûts de la vente.

Pour apprécier la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés au taux avant impôt, qui reflète l'appréciation courante du marché et de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif.

Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'un actif est supérieure à sa valeur recouvrable. Les pertes de valeur sont comptabilisées en résultat.

Dépréciation des participations dans les entreprises associées

La valeur comptable totale de la participation est soumise au test de dépréciation en tant qu'actif unique, en comparant sa valeur recouvrable (à savoir la valeur la plus élevée entre la valeur d'utilité et la juste valeur diminuée des coûts de la vente) avec sa valeur comptable dès lors qu'il existe des indices objectifs de pertes de valeur.

Les indices de perte de valeur retenus par le Groupe sont les suivants :

- Perte de clients ou changement significatif dans les conditions contractuelles,
- Installation d'un concurrent dans le rayon d'activité de la filiale,
- Risque pays,
- Plan d'abandon/Cession d'activité.

Pour déterminer la valeur d'utilité de la participation, l'entité estime :

- sa quote-part de la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs estimés qui devraient être générés par l'entreprise associée, y compris les flux de trésorerie générés par les activités de l'entreprise associée et les produits liés à la sortie in fine de la participation ; ou
- la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs estimés auxquels devraient donner lieu les dividendes à recevoir de la participation et sa sortie in fine.

ACTIFS COURANTS

Stocks

Les stocks sont évalués au coût de revient selon la méthode du coût moyen pondéré.

Ils sont dépréciés dès lors que leur valeur nette réalisable devient inférieure à leur coût de revient.

Créances d'exploitation

Les créances commerciales sont comptabilisées à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale, puis au coût amorti diminué des éventuelles dépréciations.

PASSIFS NON COURANTS

Emprunts

Les emprunts portant intérêts sont comptabilisés initialement à la juste valeur diminuée du montant des coûts de transaction attribuables. Après la comptabilisation initiale, ils sont évalués au coût amorti ; la différence entre le coût et la valeur de remboursement est comptabilisée dans le compte de résultat sur la durée des emprunts, selon la méthode du taux d'intérêts effectif.

Provisions

Une provision est constituée lorsque :

- le Groupe a une obligation juridique, contractuelle ou implicite résultant d'un événement passé ;
- il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation ;
- le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Les provisions pour risques et charges ont été évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaires à l'extinction de l'obligation. Lorsqu'il s'agit de l'évaluation d'une obligation unique et en présence de plusieurs hypothèses d'évaluation de la sortie de ressources, il a été retenu la meilleure estimation du passif correspondant à l'hypothèse la plus probable.

Les contrats déficitaires non entièrement exécutés à la date d'arrêté font l'objet d'une provision, calculée contrat par contrat. Il n'y a pas de compensation entre les contrats bénéficiaires et les contrats déficitaires.

Avantages au personnel

Les avantages au personnel sont évalués conformément à la norme IAS 19.

Les engagements de retraites et avantages assimilés couvrent deux catégories d'avantages au personnel :

- les avantages postérieurs à l'emploi qui correspondent aux indemnités de départ à la retraite,
- les autres avantages à long terme (pendant l'emploi) qui recouvrent principalement les médailles du travail.

Dans le cadre des régimes à cotisations définies, le Groupe comptabilise en compte de résultat "Charges de personnel" les cotisations dues au titre de chaque exercice, n'étant pas engagé au-delà des cotisations versées.

La provision pour retraites et engagements assimilés est évaluée selon la méthode des unités de crédit projetées. Selon cette méthode, la valeur actuarielle des prestations futures est déterminée en calculant le montant des prestations dues à la date du départ à la retraite en tenant compte d'une projection des salaires et de l'ancienneté à cette date, en prenant en compte les facteurs d'actualisation et de probabilité de présence et de survie jusqu'à la date de départ en retraite. Le coût annuel du régime représente le coût attribuable à une année de service additionnelle pour chacun des participants.

Le Groupe utilise la méthode du "Corridor" selon laquelle seuls les écarts actuariels représentant plus de 10 % des engagements ou des placements sont amortis sur la durée résiduelle moyenne d'activité des salariés. Le Groupe a fait le choix de ne pas utiliser le dernier amendement d'IAS 19 permettant de comptabiliser directement en capitaux propres les écarts actuariels.

Les principales hypothèses retenues sont :

- Taux d'actualisation : les taux d'actualisations retenus correspondent au taux des obligations d'entreprises notées AA sur la zone Euro et d'une durée de plus de 10 ans,
- Taux de rotation : une étude des sorties par âge et par cause de sortie a été réalisée sur les trois derniers exercices,
- Taux d'augmentation des salaires : le taux d'augmentation des salaires retenu est de 3 % pour toutes les catégories de salariés,
- Tables de mortalité : les tables INSEE 2000/2002 Masculine et Féminine ont été retenues,
- Taux de charges sociales : les taux de charges sociales retenus correspondent aux taux de charges en vigueur,
- Hypothèse de départ : départ volontaire du salarié.

PASSIFS COURANTS

Les dettes fournisseurs et autres créditeurs sont évaluées à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale, puis au coût amorti.

IMPOTS DIFFERES

Conformément aux dispositions de la norme IAS 12, l'impôt différé est déterminé selon l'approche bilantielle de la méthode du report variable pour toutes les différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs et leur base fiscale en utilisant les taux d'impôts qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Les actifs d'impôts différés sont constatés et la probabilité de leur récupération est évaluée. Si leur récupération dans les années futures n'est pas raisonnablement certaine, une provision est enregistrée pour ramener l'actif net d'impôt à la valeur qu'il est probable de recouvrer. L'économie potentielle d'impôt sur les déficits reportables n'est retenue que lorsqu'ils présentent un caractère probable d'imputation.

Au bilan, le Groupe compense les actifs et passifs d'impôt différé si l'entité possède un droit légal de compenser les impôts courants actifs et passifs et si les actifs et passifs d'impôt différé relèvent de natures d'impôt levées par la même autorité de taxation.

COMPTE DE RESULTAT

Produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires sont composés de la valeur hors taxes des biens et services vendus par les sociétés intégrées dans le cadre normal de leur activité après élimination des ventes intra-groupe. Le chiffre d'affaires est comptabilisé à la date où la majorité des risques et avantages inhérents à la propriété sont transférés (généralement, à la date du transfert de propriété des produits).

Le chiffre d'affaires est évalué à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, donc après déduction des remises ou rabais commerciaux.

Les coûts de transport et de manutention facturés aux clients sont compris dans le chiffre d'affaires. Les coûts de transport supportés par le Groupe sont inclus dans le coût des biens vendus.

Résultat des opérations faites en commun

Un accord de péréquation a été conclu entre la société MALTERIES FRANCO-BELGES (MFB) et deux sociétés du Groupe SOUFFLET (MALTERIES SOUFFLET et SOCIETE DES MALTERIES D'ALSACE). Cet accord permet de faire jouer pleinement les synergies et d'optimiser la logistique.

Afin de répartir équitablement le résultat entre ces trois sociétés, la marge brute économique est répartie entre les sociétés au prorata des quantités vendues.

La marge brute économique correspond à la marge brute de chaque société (ventes moins achats et frais sur ventes) diminuée des frais financiers liés à l'exploitation (sur stock, crédits clients et fournisseurs) et des autres éléments d'exploitation relatifs à la commercialisation des produits.

Résultat opérationnel courant

Le Groupe utilise le résultat opérationnel courant comme principal indicateur de performance. Le résultat opérationnel courant correspond au résultat de l'ensemble consolidé avant prise en compte :

- des plus et moins values de cessions d'actifs ;
- des autres produits et charges d'exploitation qui comprennent principalement l'effet :
 - des coûts de restructuration ;
 - des pertes de valeur d'actifs (y compris des écarts d'acquisition) ;
 - des litiges ou événements très inhabituels ;
 - des produits et charges financiers ;
 - des impôts ;
 - du résultat net des entreprises associées.

Les frais de recherche et développement sont constatés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

La Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) et la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) sont classées en charges opérationnelles.

Autres produits et charges opérationnels non courants

Les autres produits et charges opérationnels comprennent des éléments significatifs qui, en raison de leur nature et de leur caractère inhabituel, ne peuvent être considérés comme inhérents à l'activité opérationnelle du Groupe. Ils incluent principalement les plus ou moins-values de cession d'activités et de participations consolidées.

Autres produits et charges financiers

Cette rubrique intègre principalement les pertes et gains de change, les charges et produits financiers sur instruments financiers, et les autres charges et produits financiers divers.

Résultat par action

Le résultat de la période par action (avant dilution) est calculé en faisant le rapport entre le résultat de la période de l'exercice et le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice.

NOTE 4 – Immobilisations incorporelles

La variation des immobilisations incorporelles en valeurs brutes se décompose comme suit :

(en K€uros)	01/07/2011	Acquisitions	Cessions	31/12/2011
Logiciels informatiques		636		636
TOTAL		636		636

La variation des amortissements et dépréciations sur les immobilisations incorporelles se décompose comme suit :

(en K€uros)	01/07/2011	Dotations	Reprises	31/12/2011
Amort/Dépr. Logiciels informatiques	(270)	(21)		(291)
Total Dépr. et Amort.	(270)	(21)		(291)
Total Net	366			345

NOTE 5 – Immobilisations corporelles

La variation des immobilisations corporelles brutes se décompose comme suit :

(en K€uros)	01/07/2011	Acq.	Cess.	Mise au rebut	Recl.	31/12/2011
Terrains	923					923
Constructions	31 358	2	(7)		78	31 431
Installations tech, matériel & outillage	41 415	63		(45)	385	41 818
Autres immobilisations corporelles	322					322
Immobilisations corporelles en cours	2 971	436			(463)	2 944
Total Brut	76 989	501	(7)	(45)		77 438

La variation des amortissements et dépréciations sur les immobilisations corporelles se décompose comme suit :

(en K€uros)	01/07/2011	Dot.	Rep. / Cess.	Mise au rebut	Recl.	31/12/2011
Amort. Dépréciat. des constructions	(20 090)	(341)	7			(20 424)
Amort. Dépréc. install tech, mat. & out.	(28 100)	(664)		45		(28 719)
Amort. Dépréciat. autres immob corp.	(287)	(4)				(291)
Total Amortiss. et dépréciations	(48 477)	(1 009)	7	45		(49 434)
Total Net	28 512					28 004

NOTE 6 – Participations dans les entreprises associées

Ce poste correspond à la quote-part des capitaux propres consolidés de la Compagnie Internationale de Malteries (CIM) et de ses filiales au 31 décembre 2011 comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence.

L'évolution du poste "participations dans les entreprises associées" s'analyse comme suit :

<i>(en K€uros)</i>	
Entreprises associées au 1er juillet 2011	95 007
Résultat des entreprises associées revenant à MFB	1 164
Dividendes distribués à MFB	(7 063)
Ecarts de conversion comptabilisés directement en capitaux propres	(2 848)
Entreprises associées au 31 décembre 2011	86 260

Le bilan consolidé synthétique de la CIM au 31 décembre 2011 établi selon les normes IFRS se présente comme suit :

<i>(en K€uros)</i>	
Actif	
Total immobilisations	178 276
Autres actifs non courants	2 774
Actif courants	204 988
Actifs destinés à être cédés ⁽¹⁾	635
Total	386 673
Passif	
Capitaux propres du Groupe CIM (dont résultat part du Groupe 2 440 K€)	180 204
Participations ne donnant pas le contrôle	6 381
Emprunts et dettes assimilées non courants	26 380
Autres passifs non courants	8 793
Passifs courants	164 915
Total	386 673

(1) Les actifs destinés à être cédés correspondent à la valeur nette comptable de certains actifs en cours de cession de la filiale hongroise, l'opération devant se concrétiser au cours des prochaines semaines. En conséquence, l'application d'IFRS 5 n'a pas d'autre impact que celui-ci sur les comptes consolidés de la CIM.

Pour MFB la quote part des capitaux propres de la CIM et ses filiales à l'issue de la période est :

	180 204 K€ x	47,71 %	= 85 980 K€
Survaleur sur titres CIM acquis lors de périodes précédentes :			280 K€

Titres mis en équivalence au bilan de MFB :			86 260 K€

NOTE 7 – Actifs financiers non courants

La variation des actifs financiers non courants en valeurs brutes se décompose comme suit :

(en K€uros)	01/07/2011	Acq.	Cess.	Recl.	Ecart conv.	31/12/2011
Autres créances dans les entreprises associées	5 000					5 000
Titres immobilisés (non courants)	557					557
Prêts > 1 an	59					59
Dépôts et cautionnements versés > 1 an	95					95
TOTAL	5 711					5 711

Un prêt de 5 M€ a été accordé à une filiale de la Compagnie Internationale de Malteries, Slavuta Malting Plant (Ukraine) pour le financement d'une nouvelle touraille.

La variation des provisions sur les autres actifs financiers se décompose comme suit :

(en K€uros)	01/07/2011	Dot.	Rep. / Cess.	Recl.	Ecart conv.	31/12/2011
Prov. autres créances immobilisées > 1 an	(91)					(91)
TOTAL	(91)					(91)

Les titres immobilisés (non courants) correspondent à des participations en capital au sein des sociétés dans lesquelles le Groupe détient moins de 20 % du capital et n'exerce pas d'influence notable :

(en K€uros)	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette des titres	% d'intérêt	Derniers capitaux propres	dont résultat	Date clôture
Secobra recherches	544		544	10,33%	18 731	951	30/06/2011
GIAC	13		13	0,23%	5 890	42	31/12/2010
TOTAL	557		557				

La ventilation par échéance des actifs financiers se décompose comme suit :

(en K€uros)	TOTAL	de 1 an à 5 ans	+ 5 ans
Autres créances dans les entreprises associées	5 000	5 000	
Prêts > 1 an	59	59	
Dépôts et cautionnements versés > 1 an	95		95

NOTE 8 – Emprunts, Dettes financières, Concours bancaires, Dette nette

La variation des autres passifs financiers se décompose comme suit :

(en K€uros)	01/07/2011	Augmentation monétaire ou calculée	Diminution monétaire	Reclasst	31/12/2011
Emprunts et dettes financières non courants					
Emprunts > 1 an	33			(11)	22
Participation des salariés > 1 an	181	21			202
TOTAL	214	21		(11)	224
Emprunts courants et concours bancaires					
Emprunts < 1 an	252		(252)	11	11
Intérêts courus sur emprunts	2		(2)		
Concours bancaires (trésorerie passive)	163	162			325
Intérêts courus non échus - passif	3	(1)			2
Instruments de trésorerie - passif	1	88			89
TOTAL	421	249	(254)	11	427

L'échéancier des emprunts et dettes financières non courants est le suivant :

	de 2 à 5 ans	supérieur à 5 ans
Emprunts > 1 an	22	
Participation des salariés > 1 an	202	
TOTAL	224	

L'endettement financier net est :

(en K€uros)	01/07/2011	Variation globale de la période	Virement à incidence des moins d'un an des dettes non courantes	incidence des variations des taux de change	31/12/2011
Trésorerie Brute	90	160			250
Comptes courants actif vis à vis des sociétés liées Hors Groupe		431			431
Comptes courants passif vis à vis des sociétés liées Hors Groupe	(3 780)	3 780			
Solde débiteurs et concours bancaires courants	(166)	(162)			(328)
Total des disponibilités et valeurs mobilières de placement	(3 856)	4 209			353
Dettes financières courantes	(251)	251	(11)		(11)
Dettes financières non courantes	(33)		11		(22)
Intérêts courus sur emprunts	(2)	2			
Total des dettes financières	(286)	253	0		(33)
DETTE NETTE	(4 142)	4 462	0	0	320

Les comptes courants actif et passif vis à vis des sociétés liées Hors Groupe MFB, fonctionnent en pratique comme des comptes de trésorerie. Ils sont présentés de ce fait dans la partie Trésorerie du Tableau des Flux de Trésorerie.

NOTE 9 – Provisions

Les postes de provisions se décomposent comme suit :

	01/07/2011	Dot.	Rep. résult. Prov. utilisées	Rep. Réserves Prov. sans objet	Recl.	31/12/2011
<i>(en K€uros)</i>						
Provisions pour retraites et engagements similaires	802	25				827
Provisions pour pertes sur contrats > 1 an	7	25	(7)			25
Autres provisions pour risques > 1 an	32		(17)			15
Provisions pour restructurations > 1 an	931				(51)	880
Provisions pour restructurations < 1 an	386	29	(97)		51	369
Total prov. risques et charges	2 158	79	(121)			2 116

Une partie des restructurations devient inférieure à 1 an et est donc reclassée en « Provisions pour restructurations < 1 an »

Provisions pour retraites et engagements assimilés

Au 31 décembre 2011, le Groupe a revu l'évolution des taux d'actualisation.

La faible variation des indices de référence (taux de l'indice Iboxx utilisé au 30 juin 2011 pour estimer la charge de l'exercice 2011 – 2012 : 4,80 % contre un taux de l'indice Iboxx utilisé au 31 décembre 2011 de 4,60 %) utilisés par le Groupe entre le 30 juin 2010 et le 31 décembre 2011 explique l'absence d'ajustements liés aux taux d'actualisation sur les engagements de retraites.

L'évolution des provisions pour retraites et engagements assimilés s'explique donc essentiellement par une charge sur le semestre de 25 K€ estimée sur la base d'une projection faite au 30 juin 2011 par des actuaires.

NOTE 10 – Actifs et Passifs d'impôts différés comptabilisés au bilan

Les actifs et passifs d'impôts différés portent sur les éléments suivants :

	ACTIFS			PASSIFS		
	31/12/2011	31/12/2010	30/06/2011	31/12/2011	31/12/2010	30/06/2011
<i>(impôts différés en K€uros)</i>						
Immobilisations corporelles	(33)	(33)	(33)	42	42	42
Actifs financiers à la juste valeur	(19)				19	19
Clients et autres débiteurs				7 477	7 113	7 442
Provisions réglementées	(643)	(593)	(672)			
Provisions non déductibles				4		
Ecarts de conversion		(5)				
Autres éléments		(2)	(6)			
Déficits fiscaux reportables	(113)					
Compensation des IDA et IDP de même nature et de même terme	708	633	711	(708)	(633)	(711)
DETTES (CREANCES) FISCALES NETTES				6 815	6 541	6 792

Variation des différences temporelles en bases au cours de la période :

<i>(bases en K€uros)</i>	30/06/2011	Comptabilisé en résultat	31/12/2011
Immobilisations corporelles	27		27
Actifs financiers à la juste valeur	58	(116)	(58)
Clients et autres débiteurs			
Provisions réglementées	22 327	108	22 435
Provisions non déductibles	(2 016)	386	(1 630)
Ecart de conversion	1	11	12
Autres éléments	(20)	20	
Déficits fiscaux reportables		(340)	(340)
TOTAL VARIATION BASES IMPOTS DIFFERES	20 377	69	20 446
Effet impôt différé	6 792	23	6 815

NOTE 11 – Information sectorielle

L'information sectorielle à fournir selon IFRS 8 est basée sur le reporting interne utilisé par les principaux décideurs opérationnels. Le Groupe n'a qu'une seule activité, l'information sectorielle est donc établie par zone géographique.

<i>(en K€uros)</i>	France	Union Européenne Hors France	Communauté des Etats Indépendants	Autres pays d'Europe	Asie	Reste du monde	Total
31/12/2011 (1er semestre 2011/2012)							
Chiffres d'affaires	41 766	336				1 198	43 300
Actifs sectoriels	141 104						141 104
Résultat opérationnel	(173)						(173)
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(500)						(500)
31/12/2010 (1er semestre 2010/2011)							
Chiffres d'affaires	36 217	312			4 727	1 061	42 317
Actifs sectoriels	144 941						144 941
Résultat opérationnel	3 567						3 567
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(885)						(885)
30/06/2011 (12 mois)							
Chiffres d'affaires	83 515	743			5 219	1 682	91 139
Actifs sectoriels	149 064						149 064
Résultat opérationnel	8 475						8 475
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(2 983)						(2 983)

NOTE 12 – Autres produits et charges opérationnels courants

La société MFB a comptabilisé sur la période dans le poste "Autres produits de l'activité opérationnels courants" du compte de résultat consolidé, au titre de l'accord de péréquation décrit à la note 3, une charge de 1 660 K€.

Les postes des autres produits et charges opérationnels courants se décomposent comme suit :

(en K€uros)	31/12/2011	31/12/2010	30/06/2011
Produits et charges au titre de l'accord de péréquation	(1 660)	2 182	(570)
Dotations nettes aux provisions	463	(123)	(419)
Autres	5	16	25
TOTAL	(1 192)	2 075	(964)

NOTE 13 – Autres produits et charges opérationnels non courants

Les postes des autres produits et charges opérationnels non courants se décomposent comme suit :

(en K€uros)	31/12/2011	31/12/2010	30/06/2011
Produits de cession d'immobilisations corporelles	88	14	73
VNC des immobilisations corporelles cédées			(59)
Frais de restructuration	(127)	(279)	(231)
Autres	14	10	7
Dotations et reprises aux provisions pour risques et charges	114	123	226
Dotations et reprises except. sur immobilisations	(26)		(1)
TOTAL	63	(132)	15

NOTE 14 – Amortissements et dépréciations

Le poste d'amortissements et de dépréciations au compte de résultat se décompose comme suit :

(en K€uros)	31/12/2011	31/12/2010	30/06/2011
Dotations aux amortissements et dépréciations immo. incorporelles	(21)	(22)	(42)
Dotations aux amortissements et dépréciations immo. corporelles	(983)	(1 015)	(1 984)
TOTAL	(1 004)	(1 037)	(2 026)

Aucun indice de perte de valeur n'a été constaté sur le premier semestre de l'exercice 2011/2012.

NOTE 15 – Impôts Sociétés

La charge d'impôt de la période du 01/07/2011 au 31/12/2012, qui s'élève à 23 K€, se répartit comme suit :

(en K€uros)	31/12/2011	31/12/2010	30/06/2011
Impôts différés	23	113	364
Impôts sur les bénéfices		1 193	2 622
TOTAL	23	1 306	2 986

Le taux d'impôt de droit commun applicable à l'exercice est de 33,33 %. Le taux d'impôt de droit commun applicable à l'exercice précédent était de 33,33 %.

(en K€uros)	
Résultat net (gain)	927
Charge d'impôt comptabilisée	(23)
Résultat avant impôt	950
Taux d'impôt normal %	33,33%
Charge d'impôt théorique	(317)
Différences permanentes	2 251
Incidences des distorsions social / fiscal	2 251
Impôts / Elimination des dividendes internes	(2 354)
Impôts / retraitements divers	9
Incidence des écritures de consolidation	(2 345)
Impact lié aux Stés mise en équivalence	388
Incidence de situations fiscales particulières	388
Charge d'impôt réelle	(23)

NOTE 16 – Quote-part de résultat dans les entreprises associées

Le compte de résultat ci-dessous présente le résultat consolidé de la Compagnie Internationale de Malteries et de ses filiales, pour la période allant du 1^{er} juillet 2011 au 31 décembre 2011.

(en K€uros)	31/12/2011	31/12/2010	30/06/2011
Produits des activités ordinaires	152 990	130 781	311 021
Autres produits de l'activité	106	118	267
Achats consommés	(135 042)	(96 804)	(234 752)
Charges externes	(14 588)	(14 810)	(32 135)
Charges de personnel	(4 612)	(4 509)	(9 273)
Impôts et taxes	(519)	(462)	(985)
Amortissements et provisions	430	(9 508)	(12 292)
Variation des stocks d'en-cours et produits finis	8 252	3 309	131
Autres produits et charges opérationnels courants	(162)	(230)	(6 454)
Résultat opérationnel courant	6 855	7 885	15 528
Résultat sur cession de participations consolidées			875
Autres produits et charges opérationnels non courants	305	94	(53)
Résultat opérationnel	7 160	7 979	16 350
Résultat des équivalents de trésorerie	10	9	29
Coût de l'endettement financier brut	(4 059)	(2 087)	(4 582)
Coût de l'endettement financier net	(4 049)	(2 078)	(4 553)
Autres produits et charges financiers	1 030	611	975
Résultat avant impôt	4 141	6 512	12 772
Charge d'impôt	(1 062)	(522)	(1 389)
Résultat après impôt	3 079	5 990	11 383
Part du Groupe	2 441	6 175	11 203
Part des participations ne donnant pas le contrôle	638	(185)	180

La société CIM et ses filiales sont consolidées par mise en équivalence. La société MFB possède 47,71 % des titres de la société CIM.

Pour MFB le résultat des sociétés mises en équivalence sur la période est :

$$2\,441 \text{ K€} \times 47,71 \% = 1\,164 \text{ K€}$$

NOTE 17 – Autres produits et charges sans incidence sur la trésorerie

(en K€uros)	31/12/2011
Ecart de conversion passif retraités en produits / Dettes fournisseurs	1
Ecart de conversion actifs retraités en charges / Créances clients	(10)
Total	(9)

NOTE 18 – Variation du Besoin de fonds de roulement

	31/12/2011	31/12/2010	30/06/2011
<i>(en K€uros)</i>			
Stocks	(997)	4 269	2 199
Clients et débiteurs divers (*)	405	3 559	5 992
Fournisseurs et créditeurs divers (*)	736	(4 620)	517
TOTAL	144	3 208	8 708

(*) hors comptes courants présentés en trésorerie.

NOTE 19 – Transactions avec les parties liées

Les parties liées sont :

- les sociétés mères et leurs filiales,
- les sociétés associées dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable et qui sont mises en équivalence.

Les transactions avec ces sociétés se font sur une base de prix de marché.

Les transactions réalisées avec les parties liées se décomposent comme suit :

	31/12/2011	31/12/2010	30/06/2011
<i>(en K€uros)</i>			
Produits opérationnels	40 814	35 385	81 137
Charges opérationnelles	(13 545)	(17 466)	(36 023)
Autres produits financiers	153	168	336
Autres charges financières	(115)	(104)	(255)

Les créances et les dettes vis-à-vis des parties liées se décomposent comme suit :

	31/12/2011	31/12/2010	30/06/2011
<i>(en K€uros)</i>			
Créances rattachées à des participations	6 146	5 842	5 993
Comptes courants - Actif	431		
Clients et autres débiteurs	1 044	844	1 536
Comptes courants - Passif		(10 879)	(3 780)
Fournisseurs et autres créditeurs	(4 788)	(1 770)	(3 083)

Par ailleurs, MFB a distribué 3 001 K€ de dividendes à sa société mère et aux autres actionnaires.

NOTE 20 – Dettes garanties par des sûretés réelles

NEANT

NOTE 21 – Montant des engagements financiers

Les engagements d'achats et de ventes ne sont pas communiqués. Cette information qui serait de nature à porter préjudice aux intérêts commerciaux fondamentaux de la société n'est pas fournie.

Engagements donnés

Cautions :

NEANT

Contrats de cogénération :

Dans le cadre de son activité, MFB a conclu plusieurs contrats de cogénération d'une durée de 12 ans (Saint Saulve, Brazey, Prouvy) avec des partenaires industriels. Les cogénérateurs sont construits à côté des malteries utilisatrices.

Un cogénérateur permet la production combinée de chaleur et d'électricité. Le fonctionnement et le statut des cogénérateurs sont régis par l'arrêté du 23 janvier 1995. La cogénération se caractérise par un excellent rendement énergétique. Elle permet des économies d'énergie primaire par rapport à des productions distinctes d'électricité (centrales électriques) et de chaleur (chaudières des utilisateurs). Afin de favoriser le développement de ce dispositif, les pouvoirs publics ont instauré différents avantages fiscaux. Par ailleurs, EDF a une obligation d'achat permanente de l'électricité produite par les cogénérateurs.

Pour bénéficier de ces dispositions, les installations de cogénération doivent obtenir un "certificat de conformité", établi par l'administration, qui atteste le respect des caractéristiques suivantes :

- Rendement énergétique global de 65 % minimum (pour 100 KWH de gaz utilisé, 65 KWH d'énergie-chaleur+électricité-produite),
- Rapport chaleur / force supérieur à 50 %
- Utilisation effective de la chaleur produite.

MFB s'est engagé, dans le cadre de ces contrats, à consommer au minimum 65 % de la chaleur produite par le cogénérateur, cette condition étant nécessaire au statut de cogénérateur. L'électricité produite par le cogénérateur est intégralement achetée par EDF.

MFB peut à tout moment décider d'arrêter son activité sur le site où se trouve le cogénérateur, moyennant le versement d'indemnités de résiliations, et peut donc de facto mettre fin à l'activité de l'installation de cogénération quand il l'entend. Toutefois, dans ce cas, l'installation est conservée par le partenaire.

Engagements de paiements de chaleur restant à courir sur les contrats :

BRAZEY	Engagement d'enlèvement MWh/an	Prix moyen	
		actuel saison 11/12 €/MWh	Somme due/prix actuel €/an
2011-2012	5 485	13,91	76 296
Total			76 296

PROUVY	Engagement d'enlèvement MWh/an	Prix moyen	
		saison 11/12 €/MWh	Somme due/prix actuel €/an
2011-2012	18 600	22,25	413 850
Total			413 850

SAINT SAULVE	Engagement d'enlèvement MWh/an	Prix moyen	
		saison 11/12 €/MWh	Somme due/prix actuel €/an
2011-2012	4 960	21,48	106 541
Total			106 541

Engagements reçus

NEANT

Rémunération des dirigeants

Aucune rémunération ou avantage de toute nature n'a été versé durant l'exercice aux mandataires sociaux par les sociétés du Groupe Malteries Franco-Belges.

NOTE 22 – Gestion des risques

Le risque de change

Le Groupe Malteries Franco-Belges a choisi de couvrir, lorsque la législation et les marchés le permettent, les risques de change encourus sur les transactions courantes en devises étrangères.

Les instruments de couverture utilisés sont limités à des contrats de change à terme et à des options de change « vanille » ayant une maturité initiale généralement inférieure à un an.

Dans les pays d'Europe de l'Est, le Groupe MFB couvre son risque de change également en utilisant des emprunts libellés dans la devise du contrat (USD et euros), qui lui permettent de financer les achats de matières premières. Compte tenu du décalage entre l'achat des matières premières et l'encaissement des factures de ventes, le Groupe peut constater des gains ou des pertes de change latentes importantes

Le Groupe a en revanche décidé de ne pas couvrir le risque de change sur les actifs immobilisés situés hors de France ou les emprunts les finançant. Cette décision s'appuie sur les constats suivants :

- Compte tenu des marchés de la plupart des devises concernées, il est impossible de se couvrir sur de longues périodes. Dans le cas où cette couverture serait possible, son coût est prohibitif.
- La valeur de marchés des actifs immobilisés est à ce jour exprimée en monnaie forte, essentiellement euro ou dollar américain.

Cette politique peut avoir pour conséquence des gains ou pertes de change sur la partie des investissements financés par emprunt en devises fortes.

Le risque de taux d'intérêts

Le résultat du Groupe Malteries Franco-Belges est exposé au risque de variations des taux d'intérêt. Dans le cadre de sa politique générale, le Groupe arbitre en tout ou partie ce risque en utilisant notamment des swap de taux d'intérêt, des options de type caps, floors ou des combinaisons de ces deux instruments.

Instruments financiers de change et de taux d'intérêts

Afin de gérer son exposition aux risques de change et de taux d'intérêt, le Groupe utilise des instruments dérivés conclus avec des contreparties de premier rang.

Ils ont pour caractéristiques :

- de n'être utilisés qu'à des fins de couverture
- de n'être traités qu'avec des banques françaises et étrangères de premier rang
- de ne présenter aucun risque de liquidité en cas de retournement éventuel.

L'utilisation de ces instruments, le choix des contreparties et plus généralement la gestion de l'exposition au risque de change, et au risque de taux font l'objet d'états de reporting spécifiques à destination des organes de direction.

En matière de risque de change : le principe appliqué au sein du Groupe est de couvrir, lorsque le marché et la législation locale le permettent, les risques de change résiduels découlant des opérations commerciales.

En matière de risque de taux : le principe est de couvrir, au niveau d'une filiale spécialisée, sous forme de macro-couverture, tout ou partie des passifs financiers dans la mesure où ces derniers présentent un caractère prévisible et récurrent.

Le risque pays

Le Groupe ne peut assurer que ses résultats financiers ne seraient pas significativement affectés par un bouleversement des conditions économiques, politiques, et réglementaires dans certains des pays où il est présent.

Le risque de crédit

Dans le cadre de ses activités de marché, le Groupe est exposé au risque de crédit en cas de défaillance d'une contrepartie. Il pratique une sélection rigoureuse fondée sur les notations des agences de rating et l'étude des états financiers.

Compte tenu de la dégradation récente des notations des résultats des établissements de crédit et de la difficulté de compréhension de leurs états financiers, il a été décidé de réduire le nombre des contreparties aux seuls intermédiaires financiers avec lesquels le Groupe est en relations habituelles, notamment en matière de financement.

Dans ce contexte, le Groupe ne prévoit pas dans un horizon prévisible de défaillances de contreparties ayant une incidence significative sur les états financiers du Groupe.

Le risque "matières"

Dans le cadre de ses activités, le Groupe est exposé au risque de fluctuation des matières premières. Afin de limiter son exposition, un Comité de Gestion des Risques matières premières a été mis en place. Il se réunit de manière hebdomadaire en session limitée dans chaque division, et mensuelle en session élargie regroupant toutes les divisions du Groupe SOUFFLET. Les positions matières premières sont ainsi analysées et les limites de positions revues en fonction de l'évolution des marchés.

NOTE 23 – Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant des honoraires des commissaires aux comptes figurant dans le compte de résultat de la période est de 41 754 € au titre du contrôle légal des comptes.

MALTERIES FRANCO-BELGES S.A.

Rapport des commissaires aux comptes sur
l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} juillet 2011 au 31 décembre 2011

KPMG AUDIT

MAZARS

KPMG AUDIT- DEPARTEMENT DE KPMG SA

SIEGE SOCIAL : 1, COURS VALMY - 92923 PARIS LA DEFENSE CEDEX

TEL : +33 +33 (0) 1 55 68 68 68 - FAX : +33 +33 (0) 1 69 73 00

SOCIETE ANONYME D EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

CAPITAL DE 5 497 100 Euros - RCS 775 726 417

MAZARS

SIEGE SOCIAL : 61, RUE HENRI REGNAULT - 92400 COURBEVOIE

TEL : +33 (0) 1 49 97 60 00 - FAX : +33 (0) 1 49 97 60 01

SOCIETE ANONYME D EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

CAPITAL DE 8 320 000 EUROS - RCS NANTERRE B 784 824 153

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels de la société Malteries Franco-Belges S.A., relatifs à la période du 1er juillet 2011 au 31 décembre 2011, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Malteries Franco-Belges S.A.

*Comptes Semestriels
Arrêté le 31 décembre
2011*

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, la régularité et la sincérité des comptes semestriels consolidés et l'image fidèle qu'ils donnent du patrimoine et de la situation financière à la fin du semestre ainsi que du résultat du semestre écoulé de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés.

Les Commissaires aux Comptes

Fait à Paris La Défense et Courbevoie, le 27 février 2012

K P M G A U D I T

Christophe Bernard

M A Z A R S

Raymond Petroni